



Comment donner un second souffle à un territoire marqué par un lourd passé industriel et vivant dans l'ombre d'un pays frontalier comme le Luxembourg ? Pour la communauté de communes du Pays-Haut Val d'Alzette, la solution réside dans sa transformation en "smart territoire". Gouvernance de la donnée, partenariat public/privé, collaboration avec les instances régionales... tels étaient les sujets phares de cette 4^{ème} étape du Smart Cities Tour.

CC Pays-Haut Val d'Alzette

Renaître grâce à la Smart city



La fermeture progressive de ses usines a laissé le Pays-Haut Val d'Alzette en friche. Résultat : les 8 communes de ce territoire de la région Grand Est se sont transformées en "cités dortoirs". Chaque jour, la majorité de leur population part travailler au Grand-Duché du Luxembourg, qui n'est qu'à quelques kilomètres. Pour redynamiser son territoire, la communauté de communes du Pays-Haut Val d'Alzette (CCPHVA) a décidé de miser sur le numérique. En devenant un "smart territoire", elle entend tourner la page de son passé industriel pour « écrire une nouvelle histoire ».

C'est là que, le 11 juillet dernier, le Smart Cities Tour faisait escale, afin de donner un coup de projecteur sur ce projet exemplaire. Il s'agissait de la quatrième étape 2019 de cet événement itinérant, dont l'ambition est de démystifier la démarche smart city auprès des élus et des cadres territoriaux. Une "démystification" que connaît bien la CCPHVA, dont le projet n'a pas toujours fait l'unanimité au niveau régional. « Nous l'avons porté à bout de bras. Et ce fut parfois difficile », a déclaré en préambule André Parthenay, président de la com-

André Parthenay,
président de la CCPHVA

munauté de communes. Notre projet constitue aujourd'hui un levier incontournable de notre développement économique. La smart city sera la colonne vertébrale de notre territoire. »

Un partenariat d'innovation

Pour ce territoire de près de 28 000 habitants, dont la population pourrait doubler d'ici 20 ans, le projet smart city est synonyme de renaissance. « Il y a 50 ans, notre territoire était déjà intelligent. Tout était construit autour des usines, mais cela fonctionnait. Or, un territoire intelligent c'est d'abord un territoire qui fonctionne », a rappelé Julien Vian, directeur général des services et cheville ouvrière du projet.

En quoi le projet de la CCPHVA est-il exemplaire ? Il se distingue avant tout par sa démarche. « Nous cherchions à savoir comment exploiter le numérique pour notre territoire. Nous nous sommes alors tournés vers les grands industriels du secteur. Mais nous ne voulions pas de solutions sur étagère. Nous voulions développer avec eux des solutions spécifiques pour notre territoire », a poursuivi Julien Vian. Si l'approche a déconcerté plus d'un acteur, trois grands groupes ont accepté de jouer le jeu de la "co-construction". Fin 2018, la CCPHVA a signé un partenariat d'innovation avec Capgemini, Suez et Bouygues Energies & Services. Un accord qui reste unique en France par son approche et par sa durée. Le partenariat court en effet sur

Emmanuel Py, maître de conférences à l'université de Bourgogne



Un « master 2 » autour de la smart city à Dijon

L'université de Bourgogne a ouvert une chaire consacrée à la smart city et à la gouvernance de la donnée. Outre des travaux de recherche, un cursus de type master 2 (bac +5) sera également proposé à partir de septembre 2019. « Cette formation s'adresse notamment aux cadres territoriaux souhaitant acquérir des connaissances de haut niveau autour de la gestion de la donnée publique », explique Emmanuel Py, maître de conférences à l'université de Bourgogne. Parmi les sujets couverts

par la formation : la gouvernance de la donnée, les relations contractuelles public/privé, les possibilités de monétisation de la data et la gestion "éthique" de la donnée. « Nous nous appuyons sur les expertises locales développées dans le cadre du projet de smart city "OnDijon", poursuit Emmanuel Py. Comme il s'agit d'une formation en alternance, les étudiants pourront être accueillis par les grands groupes participant au projet. »

28 mois. Côté budget, l'investissement est d'un million d'euros, dont 350 000 euros via le Programme d'investissements d'avenir (PIA), 125 000 euros par le Conseil départemental de Moselle et 525 000 euros par la CCPHVA.

Un partenariat public/privé qui a fait débat

L'idée d'un partenariat avec des grandes entreprises a fait l'objet de nombreuses réflexions. Pour les représentants de la CCPHVA, la principale crainte était de voir leur projet smart city finir entre les mains du secteur privé. « Pour que les acteurs privés soient des partenaires et non une menace, il faut travailler ensemble sur un pied d'égalité, chacun dans son domaine de compétence », a souligné Patrick Risser, vice-président de la CCPHVA.

Comment collaborent la communauté de commune et les industriels ? Durant une première phase de 9 mois, ils ont travaillé ensemble à définir des cas d'usage autour du numérique. Ils ont pour cela rencontré des acteurs locaux comme des associations, des entreprises et des citoyens, lors d'ateliers collaboratifs. Cette première phase a permis de préciser l'axe prioritaire du projet, qui est le développement d'une plate-forme locale de données. Elle sera à destination des entreprises, des citoyens, de la CCPHVA. « La donnée est le cœur de notre projet », a précisé Julien Vian.

La deuxième phase, qui a débuté en juin, durera 15 mois et est consacrée au développement technique de la plate-forme. « Nous construisons le projet au fur et à mesure. Nous revendiquons le droit à l'erreur et au changement d'orientation en cours de route », a précisé Patrick Risser. Le projet se conclura par une dernière étape de quatre mois dédiée au déploiement des solutions.

« Cette co-construction est très intéressante pour nous car elle nous permet de développer des solutions dans un contexte particulier qui est

celui d'un territoire transfrontalier, a expliqué François Vaille, directeur de projet Capgemini Luxembourg. Le partage de données entre deux pays est par exemple une question complexe que pose ce projet. Il y a également des enjeux spécifiques autour de la mobilité. » Les trajets transfrontaliers quotidiens posent en effet des problèmes de congestion. La future plate-forme pourrait faciliter ces déplacements pendulaires, par une meilleure information des citoyens sur le trafic routier et par une promotion de la multimodalité.



Julien Vian, directeur général des services

« Nous ne voulions pas de solutions sur étagère. Nous voulions développer avec [les industriels] des solutions spécifiques pour notre territoire »



La plate-forme de données répond d'abord à un enjeu de redynamisation économique. L'idée est que les entreprises locales exploitent les données qui y seront hébergées pour développer leur business et inventer de nouveaux services.



François Vaillat, directeur de projet Capgemini Luxembourg

Une aide à la décision pour la CCPHVA

La plate-forme de données répond d'abord à un enjeu de redynamisation économique. L'idée est que les entreprises locales exploitent les données qui y seront hébergées pour développer leur business et inventer de nou-

veaux services. Les citoyens devraient également bénéficier de la plate-forme qui accueillera des outils numériques, notamment autour de la mobilité. Quant à la CCPHVA, elle prévoit également d'exploiter les données pour optimiser ses services. Un premier outil numérique autour de la gestion des ordures ménagères doit ainsi voir le jour fin 2019. « Il permettra d'informer la population sur la disponibilité des déchèteries pour réduire les temps d'attente », a expliqué Julien Vian. Des projets de ruches et de composteurs connectés ont également été évoqués. « Les ruches connectées ne sont pas anecdotiques. La santé des abeilles est un signe de qualité environnementale, a précisé Patrick Risser. Globalement, les données amélioreront notre connaissance du territoire et nous aideront à orienter notre politique publique. »

L'épineuse question de la gouvernance publique des données

La gestion des données publiques est un enjeu central du projet de la CCPHVA. « La communauté de com-



Franck Siegrist, chef de la mission territoire numérique et directeur du projet fibre THD régionaux Losange et Rosace, région Grand Est

mune sera propriétaire des données. Elle en sera également responsable, notamment au niveau de la protection des données personnelles, en respectant bien entendu la loi informatique et libertés française, mais aussi le récent RGPD, règlement européen sur la protection des données », a souligné Schéhérazade Abboub, avocate chez Parme Avocats. Quant aux trois partenaires privés, ils partagent les droits d'usage de ces données. Mais c'est bien la CCPHVA qui en a la gouvernance, a souligné l'avocate.

Une partie des données de la plate-forme seront proposées en *open data*, comme le prévoit la loi pour une République numérique de 2016. « Il faut transformer cette contrainte légale en opportunité. Pour que l'*open data* fonctionne, il faut d'abord se pencher sur la qualité des données, pour qu'elles soient réellement utilisables, a précisé Philippe Hénaux, directeur de la Mission "Attractivité numérique et écosystème des start-up" pour Metz Métropole. Et pour répondre à ces questions autour de la gestion des données, il peut être opportun de nommer un CDO (chef data officer). »

Intégrer le projet au niveau régional

Au départ, la CCPHVA a dû convaincre la région de l'intérêt et de la faisabilité de son projet de smart territoire. Mais aujourd'hui, il ne pourrait être dissocié de la politique numérique de la région Grand Est. Il sert même d'exemple à suivre. « Notre priorité est d'accompagner les territoires ruraux et les villes moyennes, car les agglomérations sont déjà bien plus avancées sur le numérique. Notre ambition est d'être une référence de smart



Ci-dessus
Patrick
Risser, vice-
président de
la CCPHVA

Marie Tribout, conseillère régionale
déléguee aux usages du numérique



« Il faut travailler à l'échelle régionale mais aussi au niveau des communes, en identifiant des leaders qui seront des démonstrateurs du numérique pour les autres collectivités. »

territoire et le projet de la CCPHVA est à saluer », a indiqué Marie Tribout, conseillère régionale déléguée aux usages du numérique.

Un avis partagé par Franck Siegrist, chef de la mission territoire numérique et directeur du projet fibre THD régionaux Losange et Rosace, région Grand Est : « Il faut travailler à l'échelle régionale mais aussi au niveau des communes, en identifiant des leaders qui seront des démonstrateurs du numérique pour les autres collectivités. » De son côté, Marc Laget, expert aménagement et

développement numérique au CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires) a recommandé de ne pas mener des projets smart city

de manière isolée et de chercher des synergies à plus large échelle : « Il faut de la cohésion nationale autour de la smart city. Éviter que certains territoires prennent trop de retard. D'où la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires. » Jean-Luc Sallaberry, chef du département numérique de la FNCCR, a conclu cette matinée en revenant sur l'importance de la maîtrise de la data. « Cette question est fondamentale. Les collectivités doivent être propriétaires des données de leur territoire. Nous militons pour la création d'une compétence autour de la gestion des données à destination des collectivités territoriales », a-t-il indiqué. **CHRISTOPHE GUILLEMIN**



En 2019, le Smart Cities Tour se poursuit dans trois autres collectivités : Nîmes (15 octobre) La Rochelle (7 novembre) et Antony (28 novembre).

